

Il a fait chaud cet été... mais il ne s'est pas passé que ça !

3 Septembre 2018

Chassés de chez eux par la misère ou les guerres, les réfugiés continuent à affluer vers l'Europe où on leur réserve un accueil indigne. A la mi-août, le sinistre ministre de l'intérieur italien refusait à l'Aquarius d'accoster dans un port Italien. Et notre vertueux et généreux gouvernement français indiquait lui que « pour répondre aux impératifs humanitaires, nous sommes en discussion avec les pays concernés pour que (...) ce bateau puisse aller rapidement au port sûr le plus proche ». Comme le bateau se trouvait entre Malte et l'Italie, pas question de proposer à ce navire d'accoster en France. Le cynisme de ce gouvernement n'a d'égal que son hypocrisie et ses mensonges. La CGT s'est exprimée plusieurs fois sur ce sujet (Cf. dernier [communiqué Aquarius](#) du 14 août).

*Hypocrisie également quand, suite à la COP21 permettant à un Président Hollande de redorer son blason, un Président Macron nomme, via son premier ministre, un écologiste réputé comme ministre de l'écologie, pour donner à son gouvernement l'aura vertueuse de ceux qui, en plus du sort des riches**, se préoccupent aussi du réchauffement climatique et du devenir de la planète.*

« Make our planet great again » ?? Vaste tromperie ! Le ministre alibi n'en peut plus et démissionne. La CGT-INRA vous invite à consulter la publication qu'elle avait produite à propos du réchauffement climatique, à l'occasion de la COP21 ([La planète et son climat malades du capitalisme](#)).

Mensonges gouvernementaux sur un certain nombre de sujets, en particulier Parcoursup, quand la ministre de l'ESR prétend que tous les bacheliers pourront suivre les études de leur choix. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux attendent encore une réponse, à quelques jours de la clôture du système. Comment trouver à se loger dans ces conditions ? Beaucoup de témoignages indiquent par ailleurs qu'une grande partie des bacheliers ont finalement été affectés dans des filières qui ne sont pas leur choix prioritaire. Sans parler de ceux qui sont sortis des statistiques après avoir décidé de s'inscrire dans une université ou une école privée ou simplement fait le « contre-choix » de se lancer dans le monde du travail. Ces chiffres traduisent aussi le sous-financement chronique des universités qui ne sont plus en capacité d'accueillir les nouvelles générations de bacheliers, depuis leur autonomisation sous Sarkozy.

Pendant l'été, le rapport CAP2022 (que le gouvernement souhaitait garder secret) a finalement été publié. L'analyse qu'en fait la CGT des finances publiques ([CAP2022 : haro sur le service public](#)) montre que les 22 recommandations émises par les 44 « personnalités » toutes plus libérales les unes que les autres, ont comme objectif prioritaire d'abandonner et privatiser des pans entiers de missions de service public, pour supprimer 120 000 emplois et économiser 30 milliards d'euros. **Les annonces récentes du gouvernement Macron-Philippe concernant le budget 2019 montrent la voie qu'il entend suivre :** davantage pour la Défense, l'Intérieur et la Justice, moins 2 milliards pour le Travail (alors que c'est prétendument une priorité) et -9% pour l'Agriculture. Avec une inflation de 2,3%, les maigres +0,3% accordés à l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) vont donner en réalité -2%.

Les préconisations de CAP2022 sont initiées depuis bien longtemps dans certains secteurs, en particulier le nôtre. L'illustration de ce que veut faire ce gouvernement, c'est la tentative de **fusion INRA/IRSTEA (ex-CEMAGREF)**. Dans ce contexte de réduction budgétaire (où l'IRSTEA risque en particulier de subir de plein fouet la baisse drastique des crédits « Agriculture » qui constituent 1/3 de ses moyens propres), comment croire les promesses qui nous sont faites qu'avec la fusion INRA/IRSTEA tout ira forcément mieux pour nos deux organismes et qu'elle ne s'accompagnera pas d'une réduction du nombre d'agents et des moyens ? Ne nous leurrons pas, la fusion n'est pas faite pour améliorer la recherche publique dans nos domaines. Elle est prévue pour que ce secteur contribue lui aussi aux économies que le gouvernement souhaite faire. Et elle a été préparée pendant tout l'été par nos Directions qui avancent seules, sans même informer leur hiérarchie intermédiaire sur leurs plans. **La CGT-INRA continue de refuser cette fusion et demande un moratoire immédiat face à la marche forcée engagée par PDGs et Ministères.** Les mêmes méthodes, précipitation et non-consultation des acteurs concernés, imposées pour la mise en place de l'outil de gestion financière GéFi2.0 génèrent ainsi depuis 2017 d'immenses dégâts pour les personnels comme pour l'INRA.

**** Le montant cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a atteint 650 milliards d'euros d'après le classement 2018 du magazine économique Challenges. Ce montant cumulé « a progressé de 13 % en un an », il a été multiplié par 3 en 10 ans.**

Dans un tout autre domaine, nous avons eu hélas, cet été, une illustration de ce que l'abandon des missions de service public signifie pour les citoyens. Le pont de Gênes s'est écroulé, un train a déraillé à Marseille, et c'est malheureusement conforme à toutes les prévisions. Les états se désengagent du financement des infrastructures. Les concessions autoroutières, ferroviaires et des aéroports sont cédés à de grandes sociétés privées dans toute l'Europe. Ces dernières engrangent des profits faramineux qu'elles redistribuent largement à leurs actionnaires. A titre d'exemple, le groupe Atlantia (la société autoroutière italienne, mais qui gère aussi l'aéroport de Nice depuis sa privatisation) a distribué 994 millions d'euros de dividendes en 2017. Pour autant, ces sociétés font travailler leurs salariés dans des conditions déplorables avec des salaires ridicules, et n'entretiennent pas les infrastructures dont elles ont la gestion.

Dans le même temps, le fret ferroviaire diminue au profit du transport routier fortement émetteur de CO2. Les camions envahissent les routes, provoquant une usure prématurée des chaussées et des ponts qui ne sont pas prévus pour supporter un tel poids. La survenue d'un drame était inévitable. En France, depuis les années 2000 et suite à la décentralisation de 2004, le nombre de fonctionnaires d'état en charge de l'entretien des routes est tombé de 50 000 à moins de 3 000. L'Etat n'entretient plus que 1,2% du réseau routier, mais qui concentre 20% du trafic, car situé pour l'essentiel autour des grandes agglomérations. Un audit récent, rendu en juin 2018 au ministère des transports, indique que 7% des ponts (soit environ 840) de ce réseau présentent « à terme un risque d'effondrement ». Et pourtant, le rapport CAP2022 préconise encore et toujours les mêmes recettes libérales et court-termistes...

Et cet automne ?

Les chantiers qu'ouvre le gouvernement sont lourds de menaces : assurance chômage, sécurité sociale, retraites, budget... La CGT-INRA vous souhaite donc d'avoir pris des forces pendant les congés, pour une bonne rentrée combative.

Contre toutes ces attaques, une seule solution la mobilisation !

Tous ensemble, nous pouvons imposer d'autres choix plus humains et financièrement réalistes :

- Plus de services publics, et en meilleur état !
- Un système de retraite solidaire par répartition amélioré, avec le maintien des régimes spéciaux, dont celui des fonctionnaires et une augmentation des pensions. Non à un système par points, basé sur l'individualisme, et qui ne pourrait amener qu'une baisse conséquente de toutes les pensions. La CGT-INRA s'exprimera prochainement sur cette question.
- Des financements pérennes pour nos recherches ([pétition en cours](#)).
- Un moratoire sur la fusion INRA-IRSTEA.

Nous serons toujours plus forts en nous regroupant.
Syndiquez-vous à la CGT-INRA !

..... ✂
Solidaires, déterminés, engagés :

Rejoignez la CGT !

Bulletin d'adhésion

**CESSONS D'ÊTRE
DES PIONS !!!**



Qualité (M ou Mme) :

NOM :

Prénom :

Date de naissance :

Corps : Grade : Echelon :

Centre de Recherche :

Département de Recherche :

Unité / Labo (développer les sigles, SVP) :

Adresse de l'unité ou du labo :

Téléphone : E-mail :



..... ✂